

Lundi 12 mars 2012

Salaires, emplois : à nous de changer la donne !

Difficile de miser sur tous les tableaux : lors de son grand show de Villepinte, Sarkozy a fait conspuer pêle-mêle les chômeurs, les immigrés, les syndicats, les 35h... Ce qui ne l'empêchait pas quelques jours plus tôt de miser sur la course aux usines, pour tenter de faire oublier son image de candidat des riches.

A Lejaby, pas de dentelle pour Sarkozy

Loin de Florange et Gandrange, où son statut de menteur est trempé dans l'acier, c'est derrière les ouvrières de Lejaby, à Yssingeaux en Haute-Loire, qu'il venait courir. Mais l'accueil fut très froid de la part des 82 ouvrières, aujourd'hui reprises par un fournisseur de LVMH : « **Le remercier ? Pourquoi ? On ne lui doit rien, on s'est battues, c'est tout** », déclarait l'une d'entre elles. Un numéro d'esbroufe plutôt raté donc, car se présenter comme le sauveur de l'emploi, au moment où les plans de licenciements s'accumulent et les licenciements individuels explosent, relève au mieux de l'imbécillité, au pire de la provocation, de la part du président sortant.

Bravo, les guerrières d'Albertville !

Difficile aussi de rejouer le numéro de « président du pouvoir d'achat », avec des salaires bloqués depuis des années. C'est ce qui a révolté d'autres travailleuses, ces caissières de supermarché qu'on surnomme maintenant « *les guerrières d'Albertville* ». On prétendait leur imposer le travail du dimanche comme seul moyen d'augmenter un peu leur mini-payé. A six salariées du magasin ED, elles ont fait grève 104 dimanches, pendant deux ans, en animant manifestations et piquets de grève sur le parking du magasin, et viennent de gagner en justice. Comme quoi même à six, la colère et la ténacité ont plus de résultats que toutes les promesses électorales.

Ce n'est pas la colère qui manque, à travers le pays, s'exprimant ici et là un peu partout : des débrayages à Renault pour des augmentations de salaire en passant par les mobilisations depuis plusieurs mois contre les suppressions de postes

dans le groupe PSA ou contre les restructurations à la Poste (avec, en ce moment même, près de 2 mois de grève de facteurs des Hauts-de-Seine), les luttes locales sont nombreuses, impossibles à énumérer, que ce soit dans le secteur public ou privé.

Et si on s'y mettait tous ensemble ?

Des mobilisations nombreuses, malheureusement éparpillées. Alors, comme l'affirme **Philippe POUTOU**, le candidat du Nouveau parti anticapitaliste, lui-même ouvrier de l'automobile, « **il faut qu'on réussisse à faire converger toutes ces luttes pour changer le rapport de force.** »

Converger, c'est par exemple ce qu'ont fait la semaine dernière les ex-salariés du groupe Paru-Vendu et celles des 3 Suisses, en venant ensemble manifester leur colère devant l'Assemblée nationale contre leurs licenciements. Un exemple à suivre et surtout à généraliser.

C'est ainsi que nous aurons la force de faire reculer les patrons comme le gouvernement, quel que soit le président ! Oui, il y a largement les moyens de maintenir les emplois et même d'embaucher. Les bénéficiaires cumulés des grandes sociétés cotées à la Bourse de Paris ont atteint l'an dernier 74 milliards d'euros.... Il faut faire payer les capitalistes, prendre sur les profits et les dividendes.

Tous ensemble, nous aurons la force de notre côté et les moyens d'interdire les licenciements. Il faut réquisitionner quand les patrons veulent fermer, il faut que les salariés prennent leurs affaires en main et leurs usines. Cela suppose un rapport de force en notre faveur, le camp des salariés. Cela suppose donc l'unification de nos luttes. C'est l'enjeu de la période qui vient, sans même attendre l'issue illusoire des élections. Il y a véritablement une guerre de classe, dans laquelle ce sont les patrons qui sont pour le moment à l'offensive. A nous d'unifier nos forces pour riposter et changer la donne.

Effectif en baisse

En logistique le sous-effectif est devenu la norme : deux caristes au lieu de trois sur le quai, un cariste au lieu de deux au stock intra.

Pourtant, la charge de travail, elle, n'a pas diminué, il y a toujours autant de bacs à déplacer, de bobines à livrer et de navettes à charger.

Il n'y a qu'un moyen d'y remédier, c'est d'embaucher les intérimaires en CDI et de remplacer les départs à la retraite.

... et travail en hausse

Il y a même du travail en plus pour les caristes puisque les bennes à bois doivent désormais être transportées jusqu'au camion en traversant tout le hall béton.

Il paraît que c'est pour plus de sécurité...

Ils économisent sur notre dos

Régulièrement, on nous recommande de faire des économies : sur l'électricité en éteignant les lumières (toilettes, salles de pause ou atelier) sur le papier en imprimant recto-verso, sur le chauffage, sur les gants en les réutilisant, en supprimant les stocks de lunettes... Ils avaient même coupé l'eau chaude dans les toilettes !

Comme s'ils n'avaient pas les moyens de financer des conditions de travail correctes : sur certains postes, nous avons besoin de la lumière pour effectuer le travail, et les gants usés ont entraîné des accidents.

Message à transmettre aux Peugeot

Mercredi dernier, M. Martin, directeur industriel de PSA, est venu à Aulnay. Au « bout d'usine » (BTU), toutes les ouvrières et tous les ouvriers portaient l'autocollant « *Tous ensemble contre la fermeture de PSA Aulnay* » et bon nombre d'entre eux lui ont fait clairement entendre que, face à la catastrophe sociale que serait la fermeture de l'usine, cela ne passerait pas comme une lettre à la poste.

Travailleurs de PSA et de GM, unissons-nous

L'alliance à peine conclue entre GM et PSA voilà que GM annonce un plan de restructuration de ses usines Opel en Europe avec des suppressions de postes à la clé. PSA n'est pas en reste avec les 6 800 suppressions de postes déjà annoncées pour cette année et les trois usines européennes (Aulnay, Sevelnord et Madrid) toujours menacées de fermeture.

Alliance ou pas, le plan des patrons est toujours le même : se faire des millions sur notre dos. C'est à nous maintenant, travailleurs de PSA comme de GM, de nous allier pour nous défendre face à leur avidité.

Vive la crise ?

Le numéro 1 américain, qui vient d'annoncer un bénéfice net de 9,2 milliards de dollars (5,7 milliards d'euros), va donc entrer à hauteur de 7 % dans le capital de PSA, en versant 320 millions d'euros dans la cagnotte. Tiens, tiens, avec la crise de l'automne 2008, GM était, paraît-il en faillite. Miracle ? Non, argent public, tout bêtement. L'État américain n'a pas lésiné à verser 50 milliards de dollars pour renflouer le géant avec l'argent du contribuable. Sarkozy a fait en plus petit de même ici. Pour les gros trusts comme pour les banques, la crise ça a eu du bon.

Pauvre famille !

A l'occasion de l'accord entre PSA et GM, pour ne pas trop diluer ses parts, la sainte famille Peugeot vient d'annoncer qu'elle souscrira, à elle toute seule, pour 150 millions d'euros à l'augmentation de capital prévue. Quelques « menus » billets de banque qu'elle a dû retrouver dans ses fonds de tiroirs. Elle qui prêche l'austérité et pleure misère. La paauuuvre !

Salaires de rien !

Depuis deux semaines, les salariés de Renault se mobilisent pour les salaires. Les annonces de leur direction (1,3 % d'augmentation générale en mars puis de 0,7 à 1 % en octobre et une prime d'intéressement en baisse de 30 %) ont provoqué la colère. Mardi 6 mars, divers débrayages sur les différents sites Renault ont rassemblé 4 000 participants.

Avec 33 € d'augmentation proposés, nous aurions toutes les raisons de faire de même !

Fraudes à la Sécu : les patrons en première ligne

Michelin fait l'objet d'une enquête judiciaire pour dissimulation d'accidents de travail. Une pratique généralisée dont le coût est exorbitant pour la Sécu : un milliard d'euros !

À Michelin et ailleurs, ces manquements à la sécurité des salariés et leurs dissimulations sont monnaie courante. On voit où sont les vrais fraudeurs !